

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DES LAURENTIDES
MUNICIPALITÉ DE LA MINERVE

Séance extraordinaire du conseil de la Municipalité de La Minerve, convoquée par le maire, M. Jean Pierre Monette, pour être tenue au 6, rue Mailloux à La Minerve, le lundi 26 novembre à 18 h 30, où il sera pris en considération les sujets suivants :

ORDRE DU JOUR

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 26 NOVEMBRE 2018

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance extraordinaire du 26 novembre 2018;
2. Adoption de l'ordre du jour;
3. Constatation de la régularité de la séance et validation de l'avis de convocation;
4. Avis de motion – règlement numéro 671 concernant le nourrissage des animaux sauvages et des oiseaux aquatiques;
5. Projet de règlement numéro 671 concernant le nourrissage des animaux sauvages et des oiseaux aquatiques;
6. Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local (PAERRL);
7. Renouvellement du contrat de travail de la directrice de la bibliothèque;
8. Période de questions;
9. Levée de la séance.

Le tout conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec et à laquelle séance sont présents Mmes les conseillères Ève Darmana et Hélène Cummings et MM. les conseillers Marc Perras, Jacques Bissonnette, Mark D. Goldman et Michel Richard formant quorum du conseil de la Municipalité de La Minerve et siégeant sous la présidence de M. le maire Jean Pierre Monette.

La directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Suzanne Sauriol, ainsi que le directeur général adjoint et secrétaire-trésorier adjoint, monsieur Robert Charette, assistent à la séance.

(1.)
2018.11.301

CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 26 NOVEMBRE 2018

Le quorum étant constaté, il est 18 h 30.

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par le conseiller Jacques Bissonnette
ET RÉSOLU à l'unanimité :

Que la séance extraordinaire du 26 novembre 2018 soit ouverte.

ADOPTÉE

(2.)
2018.11.302

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par le conseiller Marc Perras
ET RÉSOLU à l'unanimité :

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 26 novembre 2018 tel que présenté aux membres du conseil.

ADOPTÉE

(3.)
2018.11.303

CONSTATATION DE LA RÉGULARITÉ DE LA SÉANCE ET VALIDATION DE L'AVIS DE CONVOCATION

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par le conseiller Marc Perras
ET RÉSOLU à l'unanimité :

Que l'avis de convocation ait été fait conformément à l'article 150 du Code municipal du Québec.

ADOPTÉE

(4)

AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT NUMÉRO 671 CONCERNANT LE NOURRISSAGE DES ANIMAUX SAUVAGES ET DES OISEAUX AQUATIQUES

Michel Richard, conseiller, donne avis de motion qu'il sera présenté pour adoption, lors d'une prochaine séance, le règlement numéro 671 concernant le nourrissage des animaux sauvages et des oiseaux aquatiques.

Et dispense de lecture tous les membres ayant reçu une copie du projet de règlement.

(5)
2018.11.304

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 671 CONCERNANT LE NOURRISSAGE DES ANIMAUX SAUVAGES ET DES OISEAUX AQUATIQUES

ATTENDU que le conseil municipal estime qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité d'adopter un règlement concernant le nourrissage des animaux sauvages et des oiseaux aquatiques, en bordure des chemins publics ou privés ainsi que des plans d'eau, et sur les plans d'eau sur le territoire de la Municipalité;

ATTENDU que la concentration des cerfs de Virginie autour des milieux habités, à proximité des chemins publics et à proximité des habitations augmente notamment le nombre d'accidents routiers pouvant causer des blessures graves et des dommages matériels importants et provoquer des dégâts aux cultures, arbustes ornementaux et autres;

ATTENDU que la présence de cerfs de Virginie, notamment près des sites de nourrissage, attire les prédateurs;

ATTENDU que les cerfs de Virginie peuvent être porteurs de parasites pouvant affecter la santé des humains;

ATTENDU le nombre élevé de cerfs de Virginie qui sont tués ou gravement blessés chaque année en relation avec cette pratique;

ATTENDU que la pratique du nourrissage des cerfs de Virginie n'est pas recommandée par les biologistes sauf en cas de situations exceptionnelles et selon un régime particulier;

ATTENDU que la nourriture donnée aux cerfs dans les endroits de nourrissage artificiel est loin d'être adaptée pour l'animal;

ATTENDU l'intérêt que la Municipalité porte à la qualité des eaux de ses lacs et cours d'eau;

ATTENDU que nourrir les oiseaux aquatiques (notamment les canards) favorise une forte concentration desdits oiseaux et augmente considérablement le risque de propagation de certaines affections ou maladies dont la dermatite du baigneur;

ATTENDU qu'un avis de motion relatif au présent règlement a été donné lors de la séance extraordinaire du 26 novembre 2018;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Michel Richard, appuyé par la conseillère Ève Darmana, et résolu à l'unanimité, d'adopter le projet de règlement numéro 671, concernant le nourrissage des animaux sauvages et des oiseaux aquatiques, et qu'il soit statué et ordonné par ce règlement, ce qui suit :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement, comme s'il était ici reproduit au long.

ARTICLE 2 - APPLICATION

Le présent règlement s'applique sur tout le territoire de la Municipalité de La Minerve.

ARTICLE 3 - DÉFINITION

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

<i>Animaux sauvages</i>	Tout animal à l'état sauvage et dont la responsabilité d'aménagement et de surveillance relève du Service de la faune; tels que les cerfs de Virginie, orignaux, raton-laveurs, dindons sauvages, etc.
<i>Chemin public</i>	Tout chemin, impasse, montée, rang, route, rue ou voie publique;
<i>Chemin privé</i>	Tout chemin qui n'est pas public et pour lequel un nom de rue a été attribué;
<i>Nourrissage</i>	Intervention humaine ou mécanique dans le but de nourrir les animaux sauvages et en particulier, les cerfs de Virginie, les orignaux, les dindons sauvages, les canards, les oies ou les outardes;
<i>Oiseaux aquatiques</i>	Les oiseaux tels que les canards, bernaches, oies sauvages, goélands, mouettes, etc.
<i>Plan d'eau</i>	Tout lac, rivière ou ruisseau permanent ou intermittent;

<i>Unité d'habitation</i>	Lieu où on peut habiter de façon temporaire ou permanente, notamment : chalet, maison, gîte, auberge, motel, maison mobile, roulotte;
Bâtiment commercial	Tout bâtiment autre qu'une unité d'habitation, utilisé à des fins commerciales, dont notamment : restaurant, dépanneur, garage.

ARTICLE 4 – INTERDICTION DE NOURRISSAGE SUR LES PLANS D'EAU

Il est interdit en tout temps de nourrir les animaux sauvages et les oiseaux aquatiques sur les plans d'eau.

ARTICLE 5 – INTERDICTION DE NOURRISSAGE À PROXIMITÉ DES PLANS D'EAU

Il est interdit en tout temps de nourrir ou d'attirer les animaux sauvages, notamment les cerfs de Virginie et les dindons sauvages, les oiseaux aquatiques : notamment les canards, goélands, bernaches, outardes, mouettes sur ou à moins de cent mètres (100 m) d'un plan d'eau, en y distribuant de la nourriture ou en y laissant de la nourriture ou des déchets de nourriture.

ARTICLE 6 – INTERDICTION DE NOURRISSAGE À PROXIMITÉ D'UN CHEMIN PUBLIC OU PRIVÉ

Il est interdit en tout temps, de nourrir ou d'attirer les animaux sauvages et les oiseaux aquatiques à moins de cent mètres (100 m) d'un chemin public ou privé, en y distribuant de la nourriture ou en y laissant de la nourriture ou des déchets de nourriture.

ARTICLE 7 – INTERDICTION DE NOURRISSAGE À PROXIMITÉ D'UNE UNITÉ D'HABITATION

Il est interdit en tout temps, de nourrir ou d'attirer les animaux sauvages et les oiseaux aquatiques à moins de cent mètres (100 m) d'une unité d'habitation, en y distribuant de la nourriture ou en y laissant de la nourriture ou des déchets de nourriture.

ARTICLE 8 – INTERDICTION DE NOURRISSAGE À PROXIMITÉ D'UN BÂTIMENT COMMERCIAL

Il est interdit en tout temps, de nourrir ou d'attirer les animaux sauvages et les oiseaux aquatiques à moins de cent mètres (100 m) d'un bâtiment commercial, en y distribuant de la nourriture ou en y laissant de la nourriture ou des déchets de nourriture.

ARTICLE 9 – ADMINISTRATION ET PÉNALITÉ

Toute contravention au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 10 – AUTORISATION

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que tous préposés et officiers municipaux à l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence

ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 11 - CONTRAVENTIONS

Une personne physique qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 400 \$ et maximale de 2 000 \$.

Une personne morale qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 600 \$ et maximale de 4 000 \$.

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (L.R.Q., c.C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, tous les recours appropriés de nature civile ou pénale, sans limitation.

ARTICLE 12 – ABROGATION

Le présent règlement annule et remplace le règlement numéro 597 interdisant de nourrir les oiseaux aquatiques et les cerfs.

ARTICLE 13 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉE

(6)
2018.11.305

PROGRAMME D'AIDE À L'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER LOCAL (PAERL)

ATTENDU QUE le ministère des Transports a versé une compensation de 423 129 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2017;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la Municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales de niveaux 1 et 2, ainsi que les éléments des ponts situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité.

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par le conseiller Marc Perras
ET RÉSOLU à l'unanimité :

D'informer le ministère des Transports de l'utilisation des compensations conformément aux objectifs du programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

ADOPTÉE

(7)
2018.11.306

RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE TRAVAIL DE LA DIRECTRICE DE LA BIBLIOTHÈQUE

CONSIDÉRANT que le contrat de travail de la directrice de la bibliothèque est échu depuis le 10 avril 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par la conseillère Hélène Cummings
ET RÉSOLU à la majorité :

D'autoriser le maire ou son remplaçant ainsi que la directrice générale et secrétaire-trésorière ou son remplaçant à signer le nouveau contrat de travail de la directrice de la bibliothèque.

ADOPTÉE

(8)

PÉRIODE DE QUESTIONS

(9)
2018.11.307

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est PROPOSÉ par le conseiller Michel Richard
APPUYÉ par la conseillère Hélène Cummings
ET RÉSOLU à l'unanimité :

Que la séance soit levée à 18 h 55.

ADOPTÉE

Suzanne Sauriol
Directrice générale et
secrétaire-trésorière

Jean Pierre Monette
Maire

Je soussignée, Suzanne Sauriol, directrice générale et secrétaire-trésorière de la municipalité de La Minerve, certifie sous mon serment d'office que des crédits sont disponibles pour payer toutes les dépenses autorisées par le conseil municipal aux termes des résolutions adoptées dans ce procès-verbal.

Suzanne Sauriol
Directrice générale et secrétaire-trésorière